

censés symboliser les exclusions dont eux-mêmes s'estiment victimes dans la société occidentale. Adolescents ou jeunes adultes, les auteurs des exactions recensées sont, en grande partie, issus de quartiers sensibles où demeurent leurs parents, bien souvent immigrés d'Afrique du Nord.

Le parcours des individus impliqués révèle régulièrement leur marginalité sociale : plusieurs d'entre eux sont déjà connus pour des faits de droit commun – vols, dégradations, trafics ou usages de stupéfiants–, et il n'est pas rare de voir les « interventions » dans les écoles ou les crèches de la communauté israélite s'accompagner de vols. En outre, les modes opératoires sont fréquemment comparables à ceux utilisés dans les violences urbaines « classiques » – incendies ou dégradations de biens, usage de voiture bélier, agressions en bandes... – avec emploi régulier de moyens « rudimentaires » – couteaux, essence, cocktails Molotov, pierres, matraques...–.

Ces agissements suscitent les condamnations les plus vives des responsables des communautés musulmanes de France, exception faite d'une minorité de radicaux islamistes dont le message demeure relativement peu audible pour des délinquants assez imperméables aux idéologies.

Actions violentes

Années	Actions antisémites	Victimes	
		Morts	Blessés
1993	14	0	3
1994	11	0	3
1995	2	1	0
1996	1	0	0
1997	3	0	0
1998	1	0	0
1999	9	0	4
2000	119	0	11
2001	32	0	1
2002	195	0	18
2003	125	0	21

Les 125 actions violentes recensées se répartissent en 70 agressions -21 blessés–, 49 dégradations et 6 incendies criminels.

À l'exception de 6 dégradations imputables à l'extrême droite, 44 autres exactions ont impliqué des acteurs originaires des quartiers dits « sensibles », sou-